

Les enjeux des Jardins collectifs à Montréal

Le rôle que doivent jouer les jardins collectifs et communautaires dans certains quartiers défavorisés est évoqué ici à travers la présentation d'une initiative particulière qui a été déterminante dans ce domaine. Le jardinage collectif se distingue du jardinage communautaire par le fait qu'il est pratiqué par des groupes de personnes qui cultivent ensemble un potager au lieu de s'occuper chacun d'une parcelle individuelle. À Montréal, il y a au moins neuf organismes de jardinage collectif qui gèrent 42 jardins dont la superficie est approximativement d'un hectare. En 2008, il y avait environ 2000 personnes impliquées dans des activités de jardinage collectif à Montréal. Les jardins collectifs sont issus d'une mobilisation de quartier, mais ils ont aussi bénéficié d'un soutien important de la Ville de Montréal car ils répondent à des enjeux de santé publique et de resocialisation des personnes exclues du monde du travail. La Ville de Montréal dispose maintenant du programme public de jardinage communautaire le plus vaste en Amérique du Nord. Action Communitaire, pionnier dans ce domaine de l'agriculture urbaine, propose un mode d'approvisionnement des habitants des villes non tributaire des lois du marché et directement axé sur la satisfaction des besoins des populations. Si l'objectif premier d'Action Communitaire est bien la réduction de l'insécurité alimentaire pour les habitants de Montréal, ses activités invitent aussi à la mise en œuvre d'un développement local respectueux de l'environnement.

Entrevue réalisée par :

MAGALI ZIMMER

*Doctorante en sciences
sociales appliquées
Université du Québec
en Outaouais et Conservatoire
national des arts
et métiers de Paris
zimm01@uqo.ca*

**ENTREVUE AVEC KELLY KRAUTER,
DIRECTRICE GÉNÉRALE D'ACTION COMMUNITERRE,
ET NEL EWANÈ, AGRONOME ET COORDONNATEUR
TECHNIQUE À ACTION COMMUNITERRE**

– *Comment sont apparus les premiers jardins partagés à Montréal ?*

KK: Je peux vous raconter l'histoire du premier jardin collectif à Montréal. C'était un organisme à but non lucratif qui a géré le programme Éco-quartier dans l'arrondissement de Notre-Dame-de-Grâce. Il s'appelait Éco-initiatives et il est à l'origine du premier jardin partagé. Cet organisme qui a travaillé de concert avec le dépôt alimentaire de Notre-Dame-de-Grâce donne des paniers de nourriture à des personnes qui sont en situation de précarité alimentaire. Le propriétaire du terrain visé était le YMCA (Young Men's Christian Association) de Notre-Dame-de-Grâce, c'est un centre communautaire sportif. L'ensemble de ces trois organismes ont créé ce grand projet de jardin collectif. L'idée est que les groupes travaillent ensemble et prennent ensemble les décisions. Un animateur a soutenu l'action des deux premiers groupes qui se sont formés.

– *Cet animateur était-il un professionnel qui avait une formation de maraîcher ?*

KK: Oui, tous les animateurs ont une formation spécifique. Leur poste comporte un volet technique évidemment, mais aussi un volet social. Donc, tout ça, c'était pour le premier jardin. Comme Éco-initiatives a changé de mission en s'orientant vers le développement de jardins collectifs plutôt que de s'occuper de la gestion du programme Éco-quartier, il a été décidé que l'organisme devait en même temps changer de nom. Son nom actuel est Action Communiterre. Puis, on a progressivement tissé des liens avec les habitants du quartier et des propriétaires et tous jardinent avec nous maintenant.

– *Et Éco-initiatives, qu'est-ce que c'était précisément au départ ?*

KK: En fait, c'était un OSBL qui a lancé le premier jardin collectif à Montréal tout en gérant un programme de soutien de la Ville pour sensibiliser les habitants au compostage, mais aussi aux effets des produits chimiques.

– *Et vous avez abandonné toutes ces fonctions-là ?*

KK: Alors, comme c'était un programme de la Ville, c'était bien encadré: il y avait les choses qu'on pouvait faire et les choses qu'on ne pouvait pas faire, alors on a laissé tomber ça et on a juste décidé de se focaliser sur l'alimentation et la sensibilisation. Mais on n'était pas contre le compostage, loin de là.

– *La municipalité ne soutenait pas votre initiative au départ ?*

KK: En fait, une partie de nos activités est soutenue par la municipalité, c'est aussi la municipalité qui gère le programme de jardinage communautaire. La différence avec nous, c'est qu'on fait des partenariats avec la Ville, mais nous avons aussi conclu des partenariats avec d'autres propriétaires, alors ce ne sont pas eux qui sont décideurs.

– *Et ce premier jardin, comment s'appelait-il ?*

KK: Le premier jardin s'appelait Cantaloup, et aujourd'hui on a un réseau de 10 jardins, un jardin sur le toit de notre local mais aussi dans les cours arrière, dans les cours d'école, dans les cours d'église...

– *Et tous les jardins fonctionnent avec les banques alimentaires ?*

KK: Oui, en fait, les groupes se réunissent au moins une fois par semaine, et quand on commence à récolter, on partage une partie de la récolte avec la communauté. On a cherché à créer des partenariats avec des organismes bien près du jardin, pour faire le recrutement auprès de nos partenaires.

– *Et c'est un quartier défavorisé ?*

KK: C'est intéressant parce que c'est un quartier bien mixte; il y a de grandes maisons et, en même temps, il y a une face cachée de la pauvreté, et, malheureusement, la pauvreté augmente. Donc, on a un réseau de production, et Nel, qui a des compétences techniques, assure une formation sur comment faire pousser notre nourriture. Ensuite, les gens décident ensemble comment partager et comment distribuer les récoltes, parfois c'est à pied parfois, à vélo.

– *Est-ce que chaque jardin décide de la façon de partager les récoltes ?*

NE: Nous avons une approche participative dans la gestion de nos jardins, c'est-à-dire que la récolte est partagée entre les jardiniers et un organisme à vocation sociale. L'année dernière, on a distribué entre 33 et 40% de nos produits aux organismes à vocations sociales: des banques alimentaires, des associations pour les femmes défavorisées, des personnes démunies, etc. Nous, je veux dire tout notre réseau se situe dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce, qui est un quartier à double facette: une partie de la population est nantie et une autre n'arrive pas à consommer trois repas par jour. Et puis, au-delà de cet objectif de sécurité alimentaire, l'autre fonction de nos jardins est cet échange, cette interaction sociale; c'est aussi une question d'intégration dans la communauté.

KK: Oui, cela permet d'apprendre à travailler ensemble et de rencontrer d'autres gens...

– *Est-ce qu'il y a toujours une personne qui coordonne le travail des habitants ?*

KK: Oui, la plupart, ce sont des employés d'Action Communitaire.

– *Comme il y a 10 jardins, y a-t-il 10 salariés chez Action Communitaire ?*

NE: Non, en fait, quand on parle de 10 jardins, ce sont en fait cinq jardins et des cours arrière également, c'est-à-dire que ce sont des personnes qui décident de travailler leur cour arrière avec les personnes habitant dans un même immeuble. Mais nous avons cinq jardins avec cinq animateurs ; ces animateurs travaillent de façon saisonnière, c'est-à-dire du printemps à l'automne ; ils accompagnent sur le plan technique, en montrant les techniques horticoles que l'on peut mettre en place, comment entretenir un jardin, quelles sont les pratiques de développement durable, etc. Mais, en plus de ce volet technique, il y a le volet animation de groupe parce qu'un groupe ça va avec un côté animation des échanges ; il s'agit donc de prévenir les conflits potentiels et d'organiser le travail. C'est le rôle de l'animateur.

KK: Et on a un code d'éthique qui encadre nos activités. On organise aussi pendant l'hiver un grand événement. C'est la fête des semences, en partenariat avec les Amis du jardin botanique et l'organisme Semences de patrimoine ; c'est l'occasion de faire la promotion de la souveraineté alimentaire. C'est notre responsabilité d'organiser cet événement avec nos partenaires ; on invite des fermiers pour promouvoir leur produit bio non modifié ; on organise des ateliers pour échanger des connaissances techniques, ça fait partie de notre raison d'être. En fait, c'est la sensibilisation à l'importance que l'alimentation c'est soutenue par la communauté, pour la communauté. Alors la question de l'autosuffisance, c'est au cœur de nos actions.

– *J'ai vu que vous aviez produit deux tonnes de légumes...*

NE: Oui, deux tonnes de légumes, l'année dernière.

KK: Oui et bien qu'on produise et partage la récolte, c'est plutôt un geste, c'est un point de départ ; on démontre que c'est possible.

– *Oui, mais deux tonnes, c'est plus qu'un geste...*

NE: Oui, mais dans le fond, ça demandera une réévaluation. C'est la troisième année que nous avons un marché saisonnier. C'est un moyen d'inviter des producteurs périurbains à venir en ville et de créer l'habitude d'aller quelque part pour acheter ses légumes locaux et bio en ville. Ce qu'on fait, nous, avec les jardins collectifs, c'est un peu différent, parce que les gens qui participent ne doivent pas payer les récoltes. C'est un autre modèle, mais ça va demander du temps pour tendre vers l'autosuffisance. Mais, moi, je dirais que les jardins

sont des lieux où les gens apprennent à jardiner. Ils prennent le goût de le faire ; moi, je dis que c'est un lieu d'apprentissage, pour que chacun puisse ensuite démarrer ses propres projets.

– *L'agriculture biologique, c'est plus délicat que l'agriculture conventionnelle, il peut y avoir des pertes. Est-ce que cela fonctionne correctement avec des bénévoles ?*

NE: Oui, mais nous avons un certain nombre de moyens écologiques que nous mettons en place pour prévenir les pertes. Nous avons du compost que nous incorporons dans nos jardins, nous avons des amendements organiques, du fumier de poules, qui apportent les mêmes éléments nutritifs que les engrais chimiques, et puis, au niveau des maladies, des insectes, nous avons des insecticides d'origine végétale.

KK: Au niveau des maladies, nous faisons aussi de la polyculture à petite échelle ; ce n'est pas comme la monoculture, nous avons une grande diversité de plantes dans nos jardins.

NE: Oui, c'est ça l'intérêt ; on essaye de mettre des plantes différentes ensemble pour favoriser certaines interactions.

– *Avez-vous l'impression que les jardins collectifs prennent de l'ampleur au fil des années ?*

KK: Le réseau a changé. En 2004, on avait un plus grand réseau de cours arrière, mais au niveau du personnel, ce n'était pas durable. On cherche maintenant à trouver un équilibre. Concernant la qualité des sols, on fait chaque année la rotation des plates-bandes ; on ajoute de l'engrais vert.

NE: Il faut dire aussi qu'au fil des années on observe un engouement, il y a de la demande.

– *Est-ce qu'il y a des listes d'attente ?*

NE: On a une certaine capacité d'accueil, mais de plus en plus il y a cet engouement, et la contrainte, c'est l'espace qui est limité, mais la demande est là. L'idéal, ce serait d'augmenter la superficie.

KK: Moi, je dirais que l'idée, c'est qu'on répande l'idée de faire pousser des légumes chez soi. Le but, c'est que tout le monde fasse ça, il ne faut pas faire de nouveaux projets ; il faut que des projets naissent et prennent une vie autonome.

NE: C'est ce que nous avons appelé *l'empowerment*, c'est ce concept que nous essayons de plus en plus d'appliquer dans nos jardins, c'est-à-dire permettre aux gens de se définir par eux-mêmes, permettre aux gens de développer des capacités pour pouvoir produire eux-mêmes. C'est un peu ça, c'est-à-dire qu'on est en constante éducation ; on fait de la sensibilisation, de l'éducation pour permettre aux gens de s'autonomiser.

- *Et les terrains que vous arrivez à trouver en général, est-ce que ce sont des terrains à l'abandon, des cours d'école... Quelle est leur origine en fait ?*

KK: En fait, on a deux projets en partenariat avec la commission scolaire de Montréal. On a un projet de faire pousser des légumes dans les cours d'école pour les élèves mais aussi pour la communauté. De plus, il y a beaucoup d'églises qui ont de grands terrains avec peu de personnes pour les entretenir. Ce qui est rassurant, c'est que les églises sont en train de s'ouvrir pour que ces terrains servent à la communauté. Et puis il y a les cours arrière, les petites plates-bandes. C'est Nel qui fait les visites ; mais ce n'est pas la même structure qu'un groupe qui se réunit hebdomadairement pour faire les récoltes.

- *Et ces jardins collectifs, contribuent-ils à créer une vie de quartier ?*

KK: Oui, ces lieux sont des espaces ouverts et on aimerait bien avoir plus d'hectares, parce qu'on cherche à augmenter ces espaces. Les gens, en travaillant, en mettant les mains dans la terre, développent un sentiment d'appartenance avec la terre et avec les autres. Une personne qui est membre d'un de nos CA nous a raconté que les meilleurs amis de ses enfants sont les enfants qu'ils ont rencontrés dans le jardin collectif. C'est vraiment quelque chose qui crée une vie de quartier.

- *Est-ce que la municipalité s'intéresse de plus en plus aux jardins collectifs ? Est-ce que les financements publics sont en augmentation ?*

KK: Une de nos sources de financement, c'est un financement de la Ville. Cela fait partie du budget de lutte contre la pauvreté. C'est un contrat de Ville, c'est une source de financement qui soutient plusieurs initiatives. Notre financement permet de payer les salaires des animateurs. On a deux jardins qui sont situés dans des quartiers défavorisés de notre arrondissement. Il y a des jeunes familles qui vivent sous le seuil de la pauvreté et qui ont besoin de faire des activités de groupes. Ces familles connaissent aussi la précarité alimentaire. Un de ces deux jardins se trouve dans la cour de l'école Les Enfants du Monde, avec le projet de serre, et l'autre est dans le quartier Saint-Raymond. Ce sont deux projets que l'on réalise en partenariat avec la commission scolaire de Montréal ; c'est la Ville qui soutient ces activités pour les personnes qui sont en grande difficulté pour se nourrir.

- *C'est pas dans le cadre du développement durable, alors, c'est plus l'aspect social qui est mis en avant, n'est-ce pas ?*

KK: Oui, c'est ça, la Ville nous soutient pour les activités sociales.

NE: Comme chaque année, nous avons des activités de compostage. L'année dernière, on a composté trente tonnes de déchets ménagers ; nous essayons de les revaloriser en les utilisant dans nos jardins ; donc, ça relève plus particulièrement d'un projet de développement durable.

NE: La création d'un jardin, ça part toujours d'un besoin qu'on évalue à la base. On travaille dans un quartier défavorisé, on essaye de voir le taux de couverture alimentaire dans le quartier, le nombre de personnes qui sont sans emploi. Donc, tout ça, ça part d'un besoin. C'est par rapport à ce besoin qu'on essaye de mettre en place l'initiative visant à implanter un jardin et puis on essaye de regarder dans les banques alimentaires de la place, combien de personnes ces banques alimentaires touchent. Voilà d'où part le besoin.

KK: Oui, mais aussi le besoin d'avoir une alimentation saine, ça appartient à tout le monde. Notre vision de la sécurité alimentaire, c'est pour tous et toutes. On ne pense pas qu'aux personnes marginalisées. Bien sûr, c'est important qu'elles aient accès à une alimentation saine, mais il y a aussi des personnes qui ont beaucoup d'argent et qui ont besoin d'être sensibilisées à la nourriture biologique. Ce qu'on cherche, en fait, c'est de soutenir une bonne mixité, c'est-à-dire une rencontre de personnes de différentes classes sociales, de différentes cultures. Ainsi, les gens peuvent se rencontrer dans un espace où il n'y pas de murs, pas de bureau, pas de hiérarchie... On cherche à soutenir des changements concrets dans nos quartiers. On a des gens qui se rencontrent dans nos jardins et qui ne se rencontreraient jamais ailleurs; cela leur permet de mieux comprendre les réalités des autres.

– *Est-ce qu'il y a des conflits au moment des partages, par exemple si certains s'investissent plus dans le jardin que d'autres ?*

KK: Il y a toujours des conflits, c'est naturel. C'est pour ça qu'on essaye d'encadrer nos activités.

NE: On a déjà un code d'éthique qui favorise une gestion saine dans le jardin pour justement prévenir ce genre de conflits. Oui, ça existe; il peut y avoir un jardinier qui arrive juste à l'heure du partage de la récolte, ou bien un jardinier qui n'est pas souvent là, qui fournit moins d'effort et qui réclame ensuite sa part de la récolte. Mais nous essayons de promouvoir cet esprit d'équité, de justice sociale et de partage. On essaye de promouvoir ce type de valeurs et on arrive ainsi à gérer ce genre de conflit.

KK: En fait, c'est à chaque groupe de trouver une solution qui marche pour lui; chaque groupe est différent. Ensuite, le rôle de l'animateur est de soutenir ce processus, ce n'est pas un job facile, mais c'est comme ça qu'on doit apprendre comment travailler ensemble, car si on continue à laisser les décisions aux autres, ça ne peut pas marcher.

NE: C'est toujours une gestion participative que l'on essaye de mettre en œuvre.

– *Mais alors le partage final de la récolte n'est pas toujours égalitaire ?*

NE: La quantité de légumes est divisée par le nombre de jardiniers présents ce jour-là.

KK: J'ai vu parfois quelqu'un dire: «je vais prendre juste une partie de la récolte, et redistribuez entre vous ce qui reste», et cela arrive souvent qu'une personne se retire en reconnaissant qu'il y a d'autres personnes qui ont beaucoup d'enfants et qui ont besoin d'une plus grande quantité.

NE: Et le groupe gère ça plutôt bien généralement.

– *Et ça représente à peu près combien d'heures de travail par semaine?*

NE: Les jardins collectifs sont ouverts officiellement deux fois par semaine pendant quatre heures, donc ça fait huit heures en tout.

KK: Mais, pour les horaires, cela varie selon les jardins; parfois, c'est le soir.

NE: Moi, je parlais du temps officiel; c'est sûr qu'il y en a qui sont plus impliqués que les autres, mais ce temps officiel, c'est ça.

– *Et à part Action Communiterre, quels sont les autres organismes qui œuvrent dans le domaine des jardins collectifs?*

KK: On fait partie du Réseau des jardins collectifs de Montréal.

– *Et Action Communiterre était parmi les premiers?*

KK: Oui, on est considéré comme les pionniers du jardinage collectif; ensuite, on a soutenu d'autres initiatives semblables pour les aider à se développer. Actuellement, nous avons un projet Communiserre, qui est un projet très important pour aller vers plus d'autosuffisance.

NE: Oui, le projet Communiserre est un projet qui est au cœur de nos actions. C'est un projet de serre permanente à Action Communiterre parce qu'une des difficultés que nous avons, l'une des contraintes, c'est la production de plants pour nos jardins. Dans le passé, on a souvent utilisé le sous-sol de l'immeuble où sont nos bureaux actuellement pour essayer de produire nos plants. Et puis, l'année dernière, nous avons conclu un partenariat avec un organisme situé à Richelieu, à une trentaine de minutes de Montréal. Le projet Communiserre, c'est un projet qui va nous permettre de produire à longueur d'année des plants sur place. Ce projet sera aussi un projet éducatif, car il est situé dans une école, donc, ce sera un projet éducatif avec les enfants concernant le jardinage écologique et l'alimentation saine.

KK: On aimerait que ce projet serve de modèle; on veut soutenir l'autosuffisance de la communauté par une production locale toute l'année. On est actuellement toujours en concertation avec la CSDM (Commission scolaire de la ville de Montréal).